

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix - Travail - Patrie*

-----  
MINISTERE DE LA JUSTICE  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace - Work - Fatherland*

-----  
MINISTRY OF JUSTICE  
-----

*Discours d'ouverture du Ministre d'Etat, Ministre de la Justice,  
Garde des Sceaux à l'occasion de l'Atelier de validation du  
Rapport du Ministère de la Justice sur l'état des Droits de  
l'Homme au Cameroun en 2016*

*(Yaoundé, Salle des Conférences du  
Ministère de la Justice, 31 mai 2017)*

**Distinguished Members of the Supreme Court;**  
**The Inspector General of Judicial Services;**  
**The Inspector General of Penitentiary Administration;**  
**Technical Advisers;**  
**Directors;**  
**Division Heads;**  
**Unit Heads;**  
**The Representative of the National Commission on Human Rights and Freedom;**  
**The Representatives of Public Services;**  
**The Representatives of Civil Society;**  
**The Participants at the Validation Workshop of the Report of the Ministry of Justice on Human Rights in Cameroon in 2016;**  
**Distinguished guests;**  
**Ladies and gentlemen;**

It is a great pleasure for me to take the floor today on behalf of His Excellency The Minister of State, Minister of Justice Keeper of the Seals to welcome you to the Conference hall of the Ministry of Justice, on the occasion of the opening of the Validation Workshop of the Report of the Ministry of Justice on Human Rights in Cameroon in 2016.

As you are aware, the Report of the Ministry of Justice on Human Rights is a retrospective analysis of the situation of Human Rights within a given year. It identifies progress made and challenges encountered in the promotion and protection of Human Rights.

Permit me to take this opportunity to thank you, Experts, for your availability and dedication to assess efforts made by Government and various stakeholders to ensure the promotion and protection of Fundamental Rights and Freedoms.

### **Ladies and Gentlemen,**

You have been invited to participate actively in these deliberations in a bid to improve and enrich the Report through a critical and constructive analysis, during exchanges that I hope will be fruitful and convivial. I have no doubt that your relevant and reliable contributions during the deliberations will enhance the quality of the Report and improve readers' awareness on useful information, positive changes that marked Human Rights in 2016 as well as challenges.

Chers Participants,

Ce projet de Rapport a maintenu son architecture en 03 parties consacrées aux droits civils et politiques, aux droits économiques, sociaux et culturels et au droit à un environnement sain, aux questions transversales et aux droits catégoriels.

La première partie, précédée d'un Chapitre préliminaire qui rend compte de la coopération entre le Cameroun et les Organes de surveillance de l'application des Conventions de Droits de l'Homme, comprend 04 chapitres traitant du Droit à la vie, à l'intégrité physique et morale ainsi que celui de ne pas être soumis à la torture, du Droit à un procès équitable, de la liberté d'expression et de communication et du Droit de participer à la gestion des affaires publiques.

La lutte contre les lenteurs judiciaires, les poursuites et les sanctions infligées contre les personnels chargés de l'application de la Loi ainsi que le renforcement de leurs capacités, l'amélioration de la qualité de l'information, l'achèvement du transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées et les actions de renforcement de la coopération internationale décentralisée sont des éléments qui illustrent les efforts menés par le Gouvernement pour la garantie des Droits civils et politiques.

Plusieurs initiatives mettent en relief les mesures prises en vue de la garantie des Droits économiques, sociaux et culturels qui, avec le Droit à un environnement sain, constituent la deuxième partie du Rapport. Cette partie comprend 06 Chapitres examinant les Droits à l'éducation, à la santé, à un niveau de vie suffisant, au travail et à la sécurité sociale, à la culture et aux loisirs et à un environnement sain.

Y sont entre autres relayées les informations sur la densification de la carte scolaire à tous les niveaux d'enseignement, l'amélioration de la qualité des infrastructures sanitaires avec notamment l'inauguration du Laboratoire de recherche sur le paludisme et celle du Centre

Hospitalier de Recherche et d'application en chirurgie endoscopique et reproduction humaine, la consolidation du droit à la sécurité sociale à travers la revalorisation du taux des allocations familiales ou encore l'attention particulière à l'autonomisation des jeunes avec l'élaboration du *Plan d'Urgence Spécial Jeunesse pour l'Intensification de l'éducation civique et l'insertion des jeunes*, et du *Plan d'Action National pour l'Emploi Jeunes*.

La troisième partie quant à elle, aborde les questions transversales et les Droits catégoriels. Y sont évoqués le renforcement du cadre normatif et la mutualisation des efforts pour mieux lutter contre le terrorisme ; l'adoption d'un nouveau Code Pénal dont certaines dispositions tendent à consolider les droits des femmes et des détenus ; la simplification des exigences légales requises pour la création d'une Société à Responsabilité limitée ; la signature d'une Convention-Cadre avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés relative à une meilleure prise en charge sanitaire des réfugiés et les initiatives en matière de protection de l'enfance.

Cette partie comprend 06 chapitres portant sur les Droits de l'Homme et la Lutte contre le terrorisme, la promotion de la bonne Gouvernance et la lutte contre la corruption, les conditions de détention, la promotion et la protection des droits des personnes socialement vulnérables, la promotion et la protection des droits de la femme et la protection des réfugiés et des Personnes Déplacées Internes.

Ce Rapport n'occulte pas d'autres problématiques toutes aussi intéressantes, ni le soutien multiforme de la

Communauté internationale pour faire face au nombre sans cesse croissant de réfugiés et de déplacés internes sur le territoire national.

Ces différentes parties sont précédées d'une carte administrative, d'une carte judiciaire et d'une introduction générale.

La conclusion générale complète bien évidemment le Document.

**Ladies and Gentlemen,**

As you know, the situation in the North-West and South-West Regions was also a cause for concern by 2016 ending. Since most of the solutions to the issues of concern were provided in 2017, more substantial developments will be examined in the next Report of the Ministry of Justice on Human Rights in Cameroon, in order to provide an overall view of the situation.

**Dear participants,**

It is your responsibility to scrutinize the document in order to amend and enrich its form and content, so that it can best reflect progress made as well as challenges in the promotion and protection of Human Rights in Cameroon. I have no doubt that you will be able to make relevant recommendations not only to improve the quality of the Report but also and most especially to contribute to the consolidation of a Human Rights culture in our country.

Although it is not an easy task, I strongly believe that your skills, your commitment and your ability to overcome your divergent views will enable you achieve this goal.

While wishing you fruitful deliberations, I declare open the Validation Workshop of the Report of the Ministry of Justice on Human Rights in Cameroon in 2016.

I thank you for your kind attention.